

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 04 décembre 2024
(Convocation du 27 novembre 2024)

Aujourd'hui, le 04 décembre 2024 à 15h45, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	8 8
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	4 4
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	4 4
Contre <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Abstention <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Bernard Pouban

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Commande publique - Biodiversité - Marché n°24017 "Seuil de Meillon sur le gave de Pau (64) - Travaux d'amélioration des dispositifs de franchissement" - Modification en cours d'exécution - Avenant n°2

Exposé des motifs :

L'exécution des travaux d'aménagement du seuil de Meillon sur le gave de Pau a fait l'objet d'une consultation des entreprises. Ce marché a été attribué, sur décision du bureau de l'Institution Adour en date du 17 juillet 2024, à l'entreprise Casadebaig.

Lors de la destruction prévue de la partie de la passe à embarcation, des cavités ont été détectées au niveau des fondations. Des écoulements étaient présents à cet endroit, ce qui a déstructuré les murs bajoyers de la passe.

Suite à des échanges avec le maître d'œuvre, l'entreprise et les services de l'État, une solution technique a été proposée pour remédier à ce problème. Il a ainsi été recommandé de combler les cavités avec des enrochements et du béton lourd, ainsi que de mettre en place un voile en béton sur toute la rive gauche de la passe à embarcation, assurant la jonction entre le mur bajoyer existant et le nouveau radier de la passe.

Par ailleurs, afin d'améliorer le fonctionnement de la passe à embarcation, il a été décidé de prolonger l'installation des chevrons en bois sur la partie amont. Ce prolongement permettra d'uniformiser les écoulements de l'amont vers l'aval, optimisant ainsi le futur dispositif.

Cette modification technique entraîne une augmentation du coût des travaux (augmentation de 21 115,00 € HT, soit 25 338,00 € TTC).

En raison de son montant modéré, cette modification financière respecte les conditions définies aux articles L.2194-1 et R.2194-8 du code de la commande publique.

Les ajustements techniques et financiers seront formalisés par un avenant (n°2) au marché. Le projet d'avenant est joint en annexe.

Vu les articles L.2194-1 et R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique relatifs aux modifications de marché autorisées, et plus particulièrement l'article R2194-8 concernant les modifications de faible montant,

Vu le marché n°24017 passé avec l'entreprise Casadebaig, pour des travaux d'amélioration des dispositifs de franchissement du seuil de Meillon sur le gave de Pau,

Considérant la nécessité de modifier en cours de chantier le projet d'aménagement, pour améliorer la pérennité des futurs ouvrages et optimiser le fonctionnement du dispositif,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les modifications du marché n°24017, portant sur des prestations supplémentaires dans les travaux d'aménagement du seuil de Meillon,
- d'approuver l'ajout du coût de ces prestations supplémentaires pour le seuil de Meillon (augmentation de 21 115,00 € HT, soit 25 338,00 € TTC) au coût initial du marché n°24017,
- d'autoriser le président à signer l'avenant n°2 au marché n°24017 avec l'entreprise Casadebaig, tel qu'annexé, et toute pièce nécessaire à cette fin, les crédits nécessaires étant inscrits au budget.



Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 04 décembre 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,
Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 09/12/2024

Reçu en préfecture le 09/12/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20241204-241204H2150H1-DE



MARCHÉ n° 24017 - AVENANT n° 2

**Seuil de Meillon sur le gave de Pau (64)
Travaux d'amélioration des dispositifs de franchissement**

Avenant n° 2 au marché n° 24017

en vertu de l'article L.2194-1 alinéa 6 du code de la commande publique



Article 1. Identification du pouvoir adjudicateur

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX
Tél : 05 58 46 18 70
Courriel : secretariat@institution-adour.fr

Représenté par Monsieur Paul CARRERE, Président de l'Institution Adour, en vertu de la délibération de l'Institution Adour n° 64/2021 en date du 22 septembre 2021.

Article 2. Identification du titulaire du marché public

S.A.S. SN CASADEBAIG
6 ZAE Soupon
64440 LARUNS
05 59 05 31 89 - contact@casadebaig.fr
Siret : 326 967 346 00015

Article 3. Objet du marché public

Seuil de Meillon sur le gave de Pau (64) - Travaux d'amélioration des dispositifs de franchissement

- Date de la notification du marché public : 8 août 2024
- Durée d'exécution du marché public : 24 mois
- Montant initial du marché public :
 - Taux de la TVA : 20 %
 - Montant HT : 632 887,50 €
 - Montant TTC : 759 465,00 €
- Montant du marché public après avenant n° 1 :
 - Taux de la TVA : 20 %
 - Montant HT : 682 387,50 €
 - Montant TTC : 818 865,00 €





Article 4. Objet de l'avenant

Modifications introduites par le présent avenant conformément à l'article R.2194-8 du code de la commande publique

Lors de la destruction prévue de la partie de la passe à embarcation, des cavités ont été détectées au niveau des fondations. Des écoulements étaient présents à cet endroit, ce qui a déstructuré les murs bajoyers de la passe.

Suite à des échanges avec le maître d'œuvre, l'entreprise et les services de l'État, une solution technique a été proposée pour remédier à ce problème. Il a ainsi été recommandé de combler les cavités avec des enrochements et du béton lourd, ainsi que de mettre en place un voile en béton sur toute la rive gauche de la passe à embarcation, assurant la jonction entre le mur bajoyer existant et le nouveau radier de la passe.

Par ailleurs, afin d'améliorer le fonctionnement de la passe à embarcation, il a été décidé de prolonger l'installation des chevrons en bois sur la partie amont. Ce prolongement permettra d'uniformiser les écoulements de l'amont vers l'aval, optimisant ainsi le futur dispositif.

Cette modification technique entraîne une augmentation du prix de la prestation de travaux (augmentation de 21 115,00 € HT, soit 25 338,00 € TTC).

Cette modification financière du marché, par son caractère de faible montant, entre dans les conditions inscrites aux articles L.2194-1 et R.2194-8 du code de la commande publique.

Incidence financière de l'avenant

L'avenant entraîne une augmentation du montant du marché public.

- Montant de cet avenant :
 - Taux de la TVA : 20 %
 - Montant HT : 21 115,00 €
 - Montant TTC : 25 338,00 €
- Nouveau montant du marché public :
 - Taux de la TVA : 20 %
 - Montant HT : 703 502,50 €
 - Montant TTC : 844 203,00 €

Incidence de l'avenant sur la durée du marché

L'avenant n'a pas d'incidence sur la durée du marché public.

Récapitulatif des articles et pièces du marché modifiés

Toutes les pièces du marché demeurent inchangées.





Article 5. Signature du titulaire du marché public

À _____, le _____

M./Mme.....
CASADEBAIG

projet





Article 6. Article 6 : Signature du pouvoir adjudicateur

À Mont-de-Marsan, le

Paul CARRÈRE
Président de l'Institution Adour

projet





Travaux de Montagne
Génie Civil
Ouvrages d'Art
Bâtiment Industriel
Construction et Rénovation Bâtiment
Aménagement Urbain

Envoyé en préfecture le 09/12/2024

Reçu en préfecture le 09/12/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20241204-241204H2150H1-DE



64440 LARUNS

Tél : 05 59 05 31 89

Fax : 05 59 05 40 12

contact@casadebaig.fr

www.casadebaig.com

INSTITUTION ADOUR

38 rue Victor Hugo

40025 MONT DE MARSAN

DEVIS N° 24754

Date : 20/11/2024

Affaire suivie par : Alexandre CHERREAU

DEVIS N° 24754

Monsieur,
Suite à votre aimable consultation, veuillez trouver ci-dessous le devis concernant l'affaire citée en objet.

Institution Adour - Seuil de Meillon - TS suite modifications PAC

N°	NATURE DES PRESTATIONS	U base	QTE	P.U. DEVIS	MONTANT base
5	REPRISE DE LA PASSE A CANOË				
5.1	Mise en œuvre de gros béton pour blocage vide sous radier PAC	m³	28,00	265,00 €	7 420,00 €
5.2	Réalisation bajoyer rive gauche pour renforcement structurel bajoyer existant, compris coffrage, ferrailage et coulage.	m³	10,00	850,00 €	8 500,00 €
5.3	Plus value : Ralongement des chevrons en fond de passe	FT	1,00	5 195,00 €	5 195,00 €
	Total REPRISE DE LA PASSE A CANOË				21 115,00 €
TOTAL H.T.					21 115,00 €
T.V.A. à 20,00%					4 223,00 €
TOTAL T.T.C.					25 338,00 €

Avant toute intervention sur site, réception de confirmation de commande, veuillez nous retourner un exemplaire du présent devis daté et signé et portant la mention « bon pour accord » afin que nous puissions enregistrer votre commande.

Validité de l'offre : 2 mois

Mode de règlement :

Echéance :

LE CLIENT - Date :

"BON POUR ACCORD (offre et conditions)"

L'ENTREPRISE

Alexandre CHERREAU

S.N. CASADEBAIG
S.A.S. Capital 400 000 €
Quartier Pon - 64440 LARUNS
T. : 05 59 05 31 89 - F. : 05 59 05 40 12
RCS PAU 325 867 346

A. CHERREAU

* Compris conditions de vente ci-annexées.



Conditions de l'offre :

Notre offre s'entend :

- Nos prix sont établis sur la base des impôts et taxes en vigueur. Toute modification ultérieure de ces impôts ou taxes sera répercutée sur les prix.
- Acompte à la commande 30% du montant TTC. Paiement à réception de facture. L'acompte se déduit au prorata de l'avancement des travaux.
- Solde sur situation à l'avancement de nos travaux : paiement à 30 jours fin de mois date de situation ou facture.
- Garantie de paiement Art.1799-1 du code civil-décret n°99-658 du 30 juillet 1999 à remettre à la signature.
- Il n'est pas prévu d'appliquer de retenue de garantie.
- Marché régi par le code des marchés privés suivant norme NF-P 03 001 avec pénalités de retard plafonnées à 5% et les délais d'exécution du présent marché sont établis sur la base des dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en matière d'organisation et de durée de travail en vigueur à la date de sa conclusion. En cas de modifications de ces dispositions, pour urgence et cas de force majeure, il sera tenu compte des délais et dépenses supplémentaires nécessaires à l'exécution des travaux sur la base des justificatifs fournis par nos soins.
- Condition de règlement : Virement bancaire ou chèque à l'avancement des travaux, paiement à 30 jours fin de mois date de situation ou facture. L'acompte se déduit au prorata de l'avancement des travaux.
- Escompte en cas de règlement anticipé : Néant.
- Taux de pénalités exigibles à l'échéance de la facture : En absence de paiement : 5%.
- Indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement : 40 €.

Pièces contractuelles :

- Le présent devis référencé.
- Conditions Générales Internes SN CASADEBAIG en vigueur.
- DTU en vigueur.
- Garanties RC et décennale de base, suivant demande écrite extension réglementaire possible (si garanties supérieures exigées, surcoût à rajouter à l'offre).
- Pièces techniques envoyées lors de la consultation (descriptif-plans-rapport de sol).

Précisions sur la gestion des déchets :

- Catégories de déchets triés sur le chantier et évacués séparément :
- Lieu de collecte envisagé :

-



Article 1 – Prix :

Le montant des travaux tient compte de toutes les dépenses de main d'œuvre, de matériaux et matériel. Il tient compte également de toutes les charges sociales et fiscales en vigueur à ce jour.

Les prix sont réputés fermes. Le montant des travaux restera donc ferme, pendant la durée des travaux prévus au planning, après signature du présent devis.

Le présent devis (non accepté) a une durée de validité limitée de 2 mois. Au-delà, de cette date, les prix et les prestations peuvent être modifiées.

En cas de variation de la TVA, le nouveau taux sera automatiquement répercuté sur le prix hors taxe, au taux en vigueur au moment de la facturation.

Article 2 – Modifications

Si, en cours de marché, la Maître de l'Ouvrage demande des travaux supplémentaires non prévus aux pièces contractuelles de base, ils feront l'objet d'un avenant (ou devis) signé entre les parties.

Par conséquent, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'aucune erreur, omission ou insuffisance, pour réclamer une augmentation dans le cadre de son marché.

Article 3 – Exécution

Tous les travaux dont l'entrepreneur a pris la charge, seront exécutés dans les règles de l'art ; suivant les normes professionnelles et documents techniques unifiés (D.T.U.) en application à la période d'exécution et devront répondre à la description qui en a été faite.

L'entreprise pourra sous-traiter une partie de son marché à des entreprises qualifiées choisies par elle après information auprès du Maître d'Œuvre et/ou Maître d'Ouvrage, conservant néanmoins la responsabilité et la direction des travaux, à l'égard du Maître de l'Ouvrage.

Le Maître de l'Ouvrage ne pourra imposer à l'Entrepreneur de s'approvisionner en matériaux et fournitures, à des fournisseurs choisis par lui, ni imposer l'emploi de matériaux fournis par le Maître de l'Ouvrage.

Dans le cas où l'entreprise ne procéderait pas au nettoyage ou à l'enlèvement des gravats propres à ses travaux, le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire procéder au dit nettoyage et enlèvement par une autre entreprise spécialisée et ce, au compte de l'Entreprise après rappel par courrier auprès de cette dernière. Tous les travaux supplémentaires demandés font l'objet d'un devis et doivent être validés par le Maître d'Ouvrage. Ils entraîneront également une prolongation éventuelle du planning contractuel de base.

L'Entreprise intervenant sur le chantier restera responsable de l'application des mesures d'hygiène et de sécurité du personnel qu'elle emploiera.

Article 4 – Délai :

L'Entrepreneur s'engage à terminer dans les délais prévus au planning, sauf cas de force majeure – grèves, intempéries, pénurie de matériaux – pandémie – sans que cette énumération puisse être considérée comme limitative.

L'Entreprise ne sera jamais responsable des retards imputables à une autre entreprise ayant traité directement avec le Maître d'Ouvrage.

Article 5 – Actualisation – Révision des prix

En l'absence d'un CCAP ou CCAG suivant marché TP ou Bat. Il est précisé à nouveau que les prix resteront fermes, non révisables pendant la durée des travaux prévus au marché et suivant planning.

Les prix ne pourront être actualisés ou révisés, pour la période d'exécution dépassant le planning prévu, que si les retards sont imputables au Maître de l'Ouvrage pour défaut de paiement ou autres cas de force majeure énumérés plus haut. Dans ce cas seulement, il sera fait application de la formule ci-après :

$$0.15 + 0.85 (BT/BT^1 - n)$$

$$\text{Ou } TP/TP_1$$

Dans laquelle :

BT⁰⁶ = Index National Bâtiment pour le mois d'exécution des Ouvrages correspondant au Corps d'Etat objet du Marché ou devis.
TP⁰² = Index National Travaux Public pour le mois d'exécution des Ouvrages correspondant au Corps d'Etat objet du Marché ou devis.

BT₁ = Index National Bâtiment pour le mois précédent la date d'établissement du devis d'origine.

n = correctif de neutralisation des variations

Article – Règlements

Chaque mois, l'Entrepreneur établira une situation provisoire qu'il présentera au visa du Maître d'œuvre. Le délai de paiement court à compter de la réception de la facture (ou situation mensuelle) par le Maître d'œuvre et comprend le délai de vérification de ce dernier sous un délai de 30 jours.

Si les demandes d'acomptes restent impayées 15 jours après une mise en demeure adressée au Maître de l'Ouvrage, l'Entrepreneur est en droit de suspendre l'exécution des travaux. Sans parler du délai d'exécution

En l'absence de paiement ouvrant droit pour l'Entrepreneur au paiement d'intérêts moratoires qui seront calculés sur la base du compte d'escompte de la Banque de France, majoré de deux points. Aucun escompte en cas de règlement anticipé. En absence de paiement, taux de pénalité exigibles à l'échéance de la facture 5%. Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € sera également appliquée.

Article 7 – Garantie – Assurances

L'Entreprise atteste à la demande écrite du maître d'ouvrage, l'emploi de main d'œuvre déclarée et en situation régulière. Elle pourra l'attester auprès de demande avec justificatifs auprès des services concernés. L'Entreprise déclare être assurée en matière d'individuelle de base responsable décennale, ainsi que pour la responsabilité Chef d'Entreprise.

Il est précisé que les fissures dues au retrait des matériaux et ne présentant qu'un désordre esthétique, ne sont prises en compte par les compagnies d'assurances, que lorsqu'elles ne permettent pas d'assurer l'étanchéité de la construction.

Article 8 – Réception des travaux – Période de garantie

A l'achèvement des travaux tous corps d'état, il sera procédé à la réception des ouvrages. L'Entrepreneur pourra demander la réception de ses propres ouvrages. La réception sera acquise à l'Entrepreneur 20 jours après sa demande restée sans effet.

Article 9 – Contestations – Attributions de juridiction – Frais

Pour le règlement des contestations qui pourraient s'élever à l'occasion de l'exécution ou du règlement du présent marché, les parties contractantes devront se consulter pour transmettre leur différend à un arbitrage ou pour refuser l'arbitrage. Les litiges qui n'auront pu être réglés par arbitrage seront portés devant le Tribunal de Grande Instance de Pau (Pyrénées Atlantiques).

Si le présent marché ou devis et les, pièces qui s'y rattachent devaient être soumis à l'Enregistrement, les frais de cette formalité seraient à la charge du demandeur.

Article 10 – Rétractation

Le client peut résilier le devis dans un seul cas précis. L'article L114-1 du code de la Consommation indique que «le consommateur peut dénoncer le contrat de vente d'un bien meuble ou de fourniture d'une prestation de services par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en cas de dépassement de la date de l'exécution de la prestation excédant sept jours sans explications et non dû à un cas de force majeure».

Envoyé en préfecture le 09/12/2024

Reçu en préfecture le 09/12/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20241204-241204H2150H1-DE

